

DANS CE CADRE	Académie :	Session :
	Examen :	Série :
	Spécialité/option :	Repère de l'épreuve :
	Épreuve/sous-épreuve :	
	NOM : (en majuscule, suivi s'il y a du nom d'épouse)	
NE RIEN ÉCRIRE	Prénoms :	N° du candidat
	Né(e) le :	(le numéro est celui qui figure sur la convocation ou liste d'appel)
	<p style="text-align: center;">Appréciation du correcteur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 200px; height: 60px; margin: 20px auto;"> <p style="text-align: center;">Note :</p> </div>	

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance.

MENTION COMPLÉMENTAIRE SERVICES FINANCIERS

– Session 2015 –

ÉPREUVE E3 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE DES SERVICES

SUJET

Durée : 3 heures

Coefficient : 2

Ce sujet comporte 17 pages, numérotées de 1/17 à 17/17, assurez-vous qu'il soit complet dès qu'il vous est remis.

Le sujet est à rendre dans son intégralité.

L'usage de la calculatrice est autorisé conformément à la circulaire n° 99-186 du 16 novembre 1999.

Aucun document autorisé

Mention Complémentaire Services Financiers	Code : 15-6016	Session 2015	SUJET
Épreuve : E3 Environnement Économique et Juridique des Services	Durée : 3H	Coefficient : 2	Page 1/17

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DOSSIER 1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

(20 points)

Première partie

Afin de mieux comprendre et identifier les différentes modalités de financement des activités économiques, votre directeur d'agence vous confie la lecture d'une documentation et vous demande d'établir un dossier précisant le rôle économique des établissements financiers.

À partir de vos connaissances et des annexes A, B, C, D et E répondez aux questions suivantes :

1.1. Caractérisez le rôle des banques dans le processus de création monétaire.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1.2. Précisez ce qu'est le financement de marché.

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

1.3. Citez 3 avantages du recours au marché financier.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1.4. Expliquez pourquoi on considère le financement bancaire et le financement de marché comme des pratiques complémentaires.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

1.5. Analysez l'évolution du système bancaire français.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1.6. Expliquez les raisons du développement de la banque en ligne.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Deuxième partie

1.7. Dans un développement structuré, vous présenterez les risques induits par les évolutions récentes du système bancaire ainsi que les mesures prises depuis pour y faire face.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DOSSIER 2 - ENVIRONNEMENT JURIDIQUE

(20 points)

Chargé d'accueil dans une agence de la Banque régionale d'Ile de France, vous êtes sollicité pour répondre aux questions juridiques des clients.

À partir de vos connaissances et des annexes F et G, vous menez les activités suivantes :

Situation n°1

Madame et Monsieur LEFEVRE se posent différentes questions sur la situation du patrimoine de leur fille âgée de 11 ans. Ils désirent mieux connaître leur rôle de représentant légal et les différents actes qu'ils sont amenés à accomplir au nom du mineur.

2.1 Expliquez les notions suivantes : jouissance légale, administration légale, tutelle.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

2.2 Donnez 4 exemples d'actes pouvant être accomplis par le représentant légal d'une personne mineure. Indiquez pour chacun d'eux s'il s'agit d'actes d'administration ou de disposition.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Situation n°2

Monsieur HOARAU vous présente une lettre de réclamation, datée du 25 février 2015 (Annexe F).

2.3 Précisez à Monsieur HOARAU la durée de l'interdiction bancaire qu'il pourrait subir.

.....

.....

.....

.....

.....

2.4 Indiquez si l'information de l'interdiction bancaire de Monsieur HOARAU à d'autres établissements est légale. Justifiez votre réponse.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

2.5 Énoncez les conséquences de l'interdiction bancaire sur les divers comptes de votre client.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

2.6 Expliquez à quelles conditions la levée de l'interdiction bancaire pourra être effective.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Situation n°3

À la suite de plusieurs échéances impayées, la banque décide de prononcer la déchéance du terme de l'ensemble des emprunts contractés par Monsieur et Madame LAURET.

Avant de valider une telle décision, vous devez, à l'aide de l'annexe G, faire le point sur les garanties prises pour chaque prêt.

2.7 Précisez les conséquences juridiques du fait que Monsieur et Madame LAURET soient co-emprunteurs pour le prêt de 12 000 €.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2.8 Monsieur JEAN et Madame LAURET se sont portés cautions solidaires et ont renoncé au bénéfice de discussion et de division. Indiquez la portée juridique de cet acte.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Situation n°4

Monsieur et Madame ROBERT, mariés sous le régime de la communauté légale, ont eu trois enfants. Leur patrimoine se compose ainsi :

- biens propres de Monsieur ROBERT : 60 000 €,
- biens propres de Madame ROBERT : 50 000 €,
- biens communs de Madame et Monsieur ROBERT : 200 000 €.

Au décès de Monsieur ROBERT, les enfants sont majeurs et mariés. Il n'y a ni testament ni donation.

2.9 Comment se fera la répartition de l'héritage après le décès de Monsieur ROBERT ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Annexe A

ÉCONOMIE DE LA BANQUE

Le système bancaire joue donc un rôle crucial dans le processus de création monétaire. (...) Parmi les intermédiaires financiers, les banques (que l'on nomme aussi les établissements de crédit) sont les seules à détenir le pouvoir de création monétaire. En effet, chaque fois qu'une banque accorde un crédit, la quantité de monnaie en circulation dans l'économie augmente, car ce crédit se matérialise nécessairement (au moins dans un premier temps) par un dépôt supplémentaire (la banque "crédite" le compte de l'emprunteur), que l'emprunteur utilise ensuite comme il le souhaite.

Emmanuelle GABILLON et Jean-Charles ROCHET - Article publié dans *Dictionnaire de l'Économie*, Encyclopaedia universalis 2007 <http://www.touteconomie.org>

Annexe B

Le développement des activités de marché et hors-bilan

Les chiffres qui viennent d'être mentionnés n'augurent probablement pas d'une disparition future des banques, mais plutôt d'une modification profonde de leur activité. Les banques se financent de plus en plus en émettant des titres et financent de plus en plus l'économie en achetant des titres. Ce phénomène ne remet pas forcément en cause leur activité de transformation, car elles émettent beaucoup de titres de court terme (comme les certificats de dépôts) pour faire l'acquisition de titres de long terme (actions, obligations, etc.). Parallèlement, les banques ont énormément développé leurs activités hors-bilan (placement de titres, lignes de crédit, garanties, contrats sur taux d'intérêt ou taux de change, swaps, options, etc.). Sous l'effet de la concurrence, elles réalisent désormais une part importante de leurs recettes dans des activités de services dont la rémunération se fait sous la forme de commissions et non plus sous la forme de marges d'intermédiation.

La restructuration du système bancaire

Banques et marchés financiers jouent désormais des rôles complémentaires, et non plus substituables, dans le financement de l'économie. Comme le suggère la vague impressionnante de fusions-acquisitions de la fin du XX^e siècle, ce n'est pas de la disparition future des banques qu'il y a vraiment lieu de s'inquiéter, c'est plutôt de l'apparition de "méga-banques" ou de conglomérats financiers internationaux au pouvoir de marché considérable et très difficiles à contrôler par les autorités prudentielles. La naissance de ces conglomérats a sans doute eu pour but d'exploiter davantage les économies d'envergures rendues possibles par la déréglementation des activités bancaires (conglomérats banque-assurance). En outre, elle peut permettre l'exploitation des différences dans les réglementations financières nationales. On l'interprète aussi comme une réaction des établissements financiers qui cherchent à conserver leurs parts de marché face à l'intensification de la concurrence. Enfin, la plus grande opacité organisationnelle de ces conglomérats, leur caractère international rendent l'activité bancaire moins lisible pour le régulateur, ce qui libère les banques de l'emprise de ce dernier. <http://www.touteconomie.org>

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Annexe C

Nombre d'établissements de crédit agréés

Au 31 décembre	2007	2008		2013	2014
Banques	227	220		172	170
Banques mutualistes ou coopératives	110	104		92	92
Caisses de crédit municipal	18	18		18	18
Banques	355	342		282	280
Sociétés financières	321	304		266	244
Autres établissements	71	76		65	67
Total	747	722		634	591

Source : Banque de France

Annexe D

Le secteur de la banque en ligne est en plein essor en France

Avec l'essor de l'internet (plus de 45 millions d'internautes, soit près de 70% de la population équipée et près de 80% de la population ayant accès à internet), la banque en ligne s'est considérablement développée en France ces dernières années.

Les « acteurs purs » (ou « pure players ») de la banque de détail en ligne, à différencier des banques commerciales multicanales (guichets, téléphone et internet), ont vu leur part de marché croître régulièrement mais demeurent très petits par rapport aux banques traditionnelles.

Leur part de marché en France était de seulement 2% du marché de la banque de détail selon une étude du Crédoc de 2009. Ce serait ainsi 2 millions de Français qui seraient clients de la banque en ligne. Le développement des banques en ligne repose sur les gains en termes de coûts dont ces services bancaires bénéficient du fait de l'absence d'agences physiques (coûts immobiliers et charges de personnel). Du coup le consommateur est susceptible de profiter de conditions tarifaires bien plus favorables en étant client dans une banque en ligne plutôt que dans une banque traditionnelle.

Pour se rendre compte du gain d'efficacité de la banque en ligne, une des banques en ligne indique qu'avec 500 salariés elle a recruté en 2012 environ 60 000 nouveaux clients presque autant qu'une grande banque traditionnelle de 35 000 salariés. Toutefois le stock de clients de cette banque en ligne demeure faible avec 500 000 clients environ en 2012 contre plusieurs millions de clients pour une banque commerciale traditionnelle.

Source : DGCCRF, recherche en ligne, juin 2013

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Annexe E

« La banque 100 % digitale est un bon pari »

Véronique Chocro - <http://www.lesechos.fr/> 16/05/2013

Alors qu'au début des années 2000, les banques directes n'ont pas rencontré leur public, est-ce le bon moment pour lancer un établissement 100 % digital ?

Axel Reinaud : C'est un bien meilleur moment qu'il y a dix ans : la technologie a progressé et les clients sont éduqués. On peut considérer qu'il existe aujourd'hui en France un marché latent de 10 % des clients, habitués à interagir en direct avec leur banque, qui pourrait être activé en mode 100 % digital. Mais la majorité des clients est et restera dans les années à venir attachée à leur relation avec un conseiller clientèle, qui est un facteur rassurant. La banque sans agence va se développer, mais ce ne sera pas une révolution du marché, plutôt une offre supplémentaire qui permettra de se positionner un peu différemment d'un point de vue marketing.

Est-ce une bonne idée pour les banques traditionnelles de se lancer sur le marché du 100 % numérique ?

Axel Reinaud : La logique est bien différente de Ze Bank, qui, il y a dix ans, démarrait une activité de banque en ligne ex-nihilo, à une époque où le marché n'était pas mûr. À l'inverse, un établissement traditionnel qui détient déjà les outils du multi-canal a la capacité de développer une banque à distance à coût marginal. Il prend ainsi une option forte sur un marché en devenir, avec un risque financier assez faible. C'est un bon pari et c'est d'ailleurs ce que l'on observe dans plusieurs pays.*

Laurent Desmangles : C'est aussi l'occasion pour une banque traditionnelle de créer une infrastructure informatique performante, notamment sur la collecte des données des clients. Il sera beaucoup plus facile de capter les données pour le paiement sur mobiles via une infrastructure nouvelle par rapport à une infrastructure multi-canal vieille d'une vingtaine d'années.

**Ex-nihilo : à partir de rien*

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Annexe F

COURRIER DE MONSIEUR HOARAU

Monsieur Henri Hoarau
13 rue Général de Gaulle
75016 Paris

La Banque Régionale d'Île de France
17 Boulevard Verdun
75016 Paris

Paris, le 25 février 2015

Objet : Chèques impayés

Monsieur Le Directeur d'agence,

J'ai reçu de votre banque, le 3 janvier 2015 une lettre m'informant que vous aviez refusé le paiement, sur mon compte personnel, de trois chèques respectivement de 75 €, 150 € et 380 €, pour défaut de provision.

Je tiens à vous préciser que c'est la première fois que je fais l'objet d'une interdiction bancaire.

Je n'ai pas lu tout votre courrier, car j'étais en déplacement mais il m'a été indiqué par ma femme que je ne pourrais plus émettre de chèque pendant un an.

Je suis titulaire dans un autre établissement bancaire d'un compte personnel. J'ai donc dès le début du mois de janvier, approvisionné ce compte et j'ai effectué tous les paiements que j'avais à réaliser par débit de ce compte. Or je reçois de cet établissement un courrier me demandant de lui restituer mes chéquiers. Je considère que vous n'aviez pas à informer cette banque des rejets chez vous.

D'autre part, je suis titulaire dans cet autre établissement bancaire d'un compte joint avec mon épouse et chez vous je suis mandataire du compte d'une association.

Pour toutes ces raisons, je sollicite un rendez-vous afin que vous m'expliquiez les conséquences du rejet de ces trois chèques, dans le cadre des divers comptes que je suis habilité à faire fonctionner et que vous m'indiquiez la procédure à respecter afin d'obtenir la levée de cette interdiction bancaire.

Henri HOARAU

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Annexe G

Éléments recueillis dans le dossier client

Monsieur et Madame LAURET

Mariés sans contrat en janvier 2010

Patrimoine commun : appartement estimé à 100 000 €

Pas de biens propres

Salaire net mensuel de Monsieur 2 400 €

Salaire net mensuel de Madame 1 500 €

Les prêts et garanties:

Prêt personnel non affecté de 12 000 € en janvier 2011 contracté par Monsieur et Madame LAURET, pour l'achat d'un ordinateur et de différents équipements ménagers.

Monsieur et Madame JEAN, parents de Madame LAURET, sont caution de ce prêt.

Prêt personnel non affecté de 18 000 € en septembre 2011, contracté par Monsieur LAURET seul, pour effectuer certains placements sur les conseils d'un ami.

Monsieur JEAN et Madame LAURET se sont portés caution solidaire et ils ont renoncé au bénéfice de discussion ainsi qu'au bénéfice de division.

Renseignements de Monsieur et Madame JEAN, parents de Madame LAURET :

Mariés en novembre 1977 sous le régime légal

Patrimoine commun : maison d'une valeur de 140 000 € et d'un portefeuille de valeurs mobilières estimé à 70 000 €.